

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Pourquoi les prix flambent ?

HABITUÉS au jeu de la spéculation chez certains opérateurs économiques en période de crise, les consommateurs gabonais sont, cette fois-ci, pris dans la tenaille d'une hausse vertigineuse du prix des matières premières dans le monde et de l'envolée du coût du transport maritime international. Cette inflation importée expliquerait aujourd'hui la valse des étiquettes dans les supermarchés, les marchés des produits agricoles et autres supérettes de quartier.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon



Le prix du bidon d'huile est plus élevé que celui de la bouteille de gaz butane.

MALGRE un retour presque à la normale de la vie quotidienne et une reprise progressive du commerce mondial, la pandémie de la Covid-19 a laissé des traces indélébiles dans les échanges mondiaux. A telle enseigne qu'une inflation généralisée semble avoir gagné les économies du monde entier. Au Gabon, les consommateurs ont, depuis, fait le constat d'une hausse vertigineuse de certains produits de consommation courante, en dépit de la mercuriale imposée par le gouvernement.

Dans les supermarchés et autres superettes, la valse des étiquettes est quasiment visible dans tous les rayons : huile, boîtes de conserve, riz, pâtes alimentaires... Mais aussi dans les différents marchés de la capitale et de l'intérieur du pays avec notamment une flambée des prix des fruits et légumes (oignons, tomates, aubergines, banane, manioc, piment...). Cette inflation est-elle le fruit d'une collusion entre les grands importateurs, les distributeurs et les revendeurs détaillants dans le but de se faire des marges bénéficiaires après la baisse

d'activité liée aux mesures restrictives contre la pandémie ? Ou bien, est-ce une inflation importée, fruit d'un dérèglement mondial ? L'analyse de certaines composantes du commerce mondial font ressortir des éléments qui expliqueraient la hausse actuelle du niveau des prix au Gabon. Il s'agirait davantage d'une inflation importée que d'une spéculation des opérateurs économiques locaux, même si cette situation profite beaucoup à certains qui n'hésitent pas à tirer profit de la situation pour s'offrir des petites marges personnelles.

C'est notamment le cas de l'huile de cuisine pourtant produite localement.

INFLATION IMPORTEE* Et pourtant, le constat est bien clair. Selon les données de la Banque mondiale et de la FAO, on assiste depuis 2020, à une hausse vertigineuse du prix des matières premières dans le monde. Mais également à une explosion du transport maritime international (hausse de 138% en provenance d'Asie, passant de 5 000 USD en juillet 2020 à 13 000 USD en juillet 2021). Résultat : les prix des aliments de consommation courante,

comme le pain, ont littéralement explosé en Europe en raison de la hausse de 30% des cours de blé.

Au Gabon, conscient des répercussions socio-économiques d'une inévitable augmentation du prix du pain et des autres produits issus des boulangeries, le gouvernement aurait pris les devants en accordant une subvention exceptionnelle de 2 milliards de francs à chacun des deux industriels, à savoir la Smag et le complexe agro-industriel du Gabon. Soit 4 milliards de francs.

A côté de cette hausse des matières premières minières et agricoles, et celui du coût du transport, il faut ajouter une augmentation historique de près de 20 à 30% du paiement des droits de douane, et du transport maritime entrant dans le calcul de l'assiette. Sans oublier une hausse considérable des décaissements par les entreprises pour faire face au renchérissement des prix, du transport et de la douane.

" Ainsi, toutes les composantes du prix de revient d'un article connaissent des hausses entraînant ainsi une inflation record : matière première, emballage, transport, dédouanement ", indique-t-on du côté du ministère de l'Economie.

Contrepoint

Halte aux débordements !

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

MALGRE le constat visible d'une inflation importée, celui-ci ne doit pas servir de prétexte à toute nouvelle spéculation entretenue par des commerçants véreux. Il reste à la Direction générale de la concurrence et de la consommation (DGCC) de circonscrire les débordements actuellement visibles sur le marché et de sanctionner les opérateurs indécents. Ce

n'est un secret pour personne, toute augmentation des prix à la consommation implique nécessairement une diminution du niveau de vie dans les ménages. Ces derniers subissent une perte de pouvoir d'achat susceptible de les amener à réduire leur consommation ou à deséparagner pour maintenir leur niveau de vie. Pour tenter de maintenir leur train de vie quotidien, certains responsables de famille peuvent être amenés à solliciter l'emprunt auprès d'un tiers. Une pratique qui alourdit davantage leurs

charges. Déjà, dans ce contexte de crise économique né de la crise sanitaire, les foyers ne vivent pas le plein de leur régime habituel. Le coût du transport est excessivement élevé. Taxi, taxi-bus, clando, ainsi que les transporteurs suburbains notamment ceux exploitant les longues distances vers l'intérieur du pays, ont tous doublé voire triplé le prix du trajet. Il arrive de plus en plus que des étudiants ou des élèves soient absents en classe par manque d'argent de taxi. Ou que des enfants rentrent

tard à la maison après l'école parce qu'ils n'avaient pas assez d'argent à proposer au conducteur. Le coût du plus petit trajet en taxi étant trop élevé. Sur le marché de l'huile, les clients se dirigent de plus en plus vers des revendeurs du marché noir qui proposent des bouteilles d'huile non homologuées à bas prix. Vu que le bidon de 5 litres d'huile de bonne qualité varie désormais entre 7 000 et 7 500 francs, un prix plus élevé que celui de la bouteille de gaz butane, 5 650 francs.